

gent, le *Phoenix canariensis* est le plus répandu. Originaire des Canaries, il possède un tronc plus large, a plus de stipe et, pour cette raison, est particulièrement prisé des charançons. On trouve aussi le *Washingtonia filifera*, originaire de Californie, encore plus résistant au froid, que l'on rencontre jusqu'en Bretagne où le charançon rouge a été signalé.

Les larges avenues bordées de palmiers de la ville d'Hyères coûtent cher aux contribuables. Ici, l'insecte a fait des ravages. « Entre 2007 et 2014, 1 443 palmiers ont été diagnostiqués infectés et 1 030 ont dû être abattus, à 500 euros par plante, raconte le maire de la ville, Jean-Pierre Giran. C'est une obligation si nous voulons éviter la contamination. »

#### DES EFFORTS PÉDAGOGIQUES

La folie du « tout palmier » qui a gagné, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le sud de l'Europe, a son prix. « Il y a eu une mode où chaque ville du pourtour méditerranéen voulait ses palmiers, c'était un élément identitaire fort, analyse Anne-Laure Fondeur, chargée de la sécurité sanitaire au ministère de l'agriculture. Et il était compliqué de dire au maire de Nice, par exemple, qu'il lui fallait abattre les plantes de la Promenade des Anglais. » Jusqu'au milieu des années 2000, les autorités ont bataillé pour convaincre les municipalités d'investir dans la lutte contre le charançon rouge. A leur tour, ces dernières ont dû faire de grands efforts pédagogiques pour que les particuliers traitent ou abattent leurs palmiers. Un casse-tête. D'autant qu'il est difficile de deviner la présence de l'insecte à l'intérieur de la plante. « L'observation est très délicate, elle se fait parfois à quinze, vingt mètres du sol, précise Didier Rochat. Et pour l'abattre, il faut une nacelle, une grue, un broyeur. Pour un palmier de quinze mètres de haut, il faut compter six à huit tonnes de matières. »

Autre casse-tête, les traitements sont nombreux. Le Confidor, utilisé largement en Espagne, est interdit au particulier en France. « Celui-ci est obligé de confier le traitement à un professionnel qui a l'autorisation pour l'utiliser, explique Hervé Pietra, président de l'association Sauvons nos palmiers, créée en 2011 et située à Toulon. Le traitement peut lui coûter jusqu'à 600 euros, voire 700 par plante, alors il préfère ne pas déclarer la maladie, prenant le risque de contaminer les palmiers voisins. » Son association préconise l'injection d'un produit à base de benzoate d'émamectine, proposé par Syngenta.

Au ministère de l'agriculture, malgré l'étendue de la maladie – 127 communes en zone infectée et 402 en « zone tampon » avec des obligations de surveillance –, on se veut confiant. « Les communes sont obligées de traiter, rappelle Anne-Laure Fondeur. Si elles ne le font pas, elles prennent le risque qu'un palmier s'effondre, fasse des dégâts, et d'être alors condamnées par la justice. »

Plusieurs protocoles ont été définis, parmi lesquels l'injection, qui serait plus efficace, le traitement externe (pulvérisation), nécessitant des précautions particulières, ou une approche bio, avec l'utilisation de vers nématodes. Dans le bourg catalan d'Alenya (Pyrénées-Orientales), déclaré commune « zéro phyto » en 2010, l'abandon des pesticides n'est pas allé de soi, certains habitants dénonçant la présence d'herbe dans les allées du cimetière ou sur le terrain de boules. « Notre seule exception au zéro produit phytosanitaire a été le traitement de nos palmiers, obligatoire. Sur les six palmiers attaqués, on a dû en abattre quatre. Depuis, on ne plante plus de palmier, espèce exogène, on préfère des essences locales, argousiers, oliviers... », raconte le maire communiste, Jean-André Magdalou.

En attendant que les stratégies se précisent, que leur financement soit acquis, le charançon rouge prospère. ■

RÉMI BARROUX

Prochaine article : la mangrove

Changer le monde : tel est le thème de l'édition 2015 du Monde Festival qui se tiendra les 25, 26 et 27 septembre à Paris. Retrouvez le programme sur [Lemonde.fr/festival](http://Lemonde.fr/festival)